

Avis voté en plénière du 13 mai 2014

L'Union européenne à la croisée des chemins

Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

M. Guirkinger : « Les valeurs qui fédèrent les peuples au sein de l'Union européenne se fondent sur la citoyenneté, la liberté, la solidarité, la culture et l'efficacité économique.

Elles ont été forgées par 2500 ans d'histoire commune.

Sur ces bases, ensemble, nous avons construit en seulement quelques décennies le plus grand espace de liberté, de paix, de démocratie et de prospérité jamais construit dans l'histoire de l'humanité.

L'Union européenne a permis de vaincre les nationalismes et a gommé les frontières.

L'Union européenne continue de séduire au-delà de ses frontières.

De nouveaux pays veulent y adhérer.

De nombreux migrants se pressent à nos frontières.

L'euro est devenu l'une des principales monnaies de la planète.

Dans le monde globalisé, l'Union européenne est notre seule chance d'exister face aux États-Unis, à la Chine, à la Russie... et de peser sur la scène internationale.

C'est aussi notre seule chance de défendre nos valeurs et nos intérêts communs et de contribuer à bâtir un monde plus juste et plus durable.

Loin de moi tout optimisme béat.

Je connais les faiblesses de l'Union européenne.

Mais je sais aussi faire la part des choses et reconnaître l'essentiel.

Et pour engager les réformes nécessaires, il faut commencer par saluer ce qui existe, ce qui nous unit et ce que nous avons réussi à faire ensemble.

Et le défendre.

"L'Europe est à la croisée des chemins" et nous devons tous nous mobiliser.

Il faut se mobiliser pour vaincre l'indifférence et appeler les Français à voter le 25 mai.

Il faut dénoncer les populismes et les nationalismes qui prospèrent partout en Europe et qui menacent la paix et les libertés.

Il faut combattre la médiocrité des responsables politiques qui, au lieu d'assumer leurs propres erreurs, se défont sur Bruxelles.

La politique de l'UE n'est rien d'autre que l'incarnation de ce que décident les responsables politiques que nous avons élus. Il n'y a pas à Bruxelles un mauvais génie.

Les mauvais génies, s'il en existe, sont dans chacun de nos pays, dans les partis politiques de nos pays.

Il ne faut pas se tromper de combat.

Et c'est pourquoi nous avons, nous, en tant que société civile, une responsabilité majeure pour faire entendre notre voix.

Il faut intervenir maintenant dans le débat politique.

M. Quarez va le faire.

À nous tous de relayer les recommandations de notre avis.

Et, vu les enjeux, Monsieur le Président, il faut que vous interveniez à la télévision, dans la presse pour faire connaître nos idées et notre avis.

Il faut exiger des responsables politiques une nouvelle ambition pour l'Union européenne, à la hauteur de celles des Pères fondateurs.

L'avis de notre section, que je vais voter vous l'avez compris, esquisse les thèmes majeurs de cette ambition politique renouvelée.

Il faut débattre des valeurs et de l'identité européenne.

Il faut parler de paix et de liberté.

Il faut construire l'Europe de la Défense. L'actualité à nos frontières en souligne l'urgence.

À plusieurs reprises, nos avis ont souligné l'urgence de mener le combat contre le réchauffement climatique. Nous en reparlerons encore demain avec l'avis de MM. Jouzel et Bonduelle.

Seule l'Union européenne, par l'exemple et dans les négociations internationales, peut gagner ce combat contre le réchauffement climatique.

De nombreux autres projets sont porteurs de sens pour faire émerger une "envie d'Europe".

Il faut construire l'Europe sociale.

Il faut mettre un terme aux distorsions de concurrence liées à la fiscalité.

Pour plus de cohésion, il faut plus de solidarité entre les régions riches et les régions pauvres.

Et je n'oublie pas les grands projets, dans l'énergie ou comme Galileo, qui viendraient compléter la réussite d'Airbus.

C'est tout cela qu'il faut aller dire et expliquer à nos concitoyens.

À chacun de nous de nous mobiliser, de participer aux débats, de parler de l'Europe avec le cœur et la raison ».

M. Khalifa : « Il était indispensable que notre Conseil s'empare de la question européenne. Ce projet d'avis est donc bienvenu. Il comporte de nombreux points intéressants qui méritent approbation. Il pêche cependant, de mon point de vue, par plusieurs aspects. D'abord, au niveau de l'analyse de la situation actuelle. Le projet d'avis semble ne pas vraiment voir les raisons de la crise de la zone euro. Ainsi, la raison essentielle de ce que l'on a appelé « la crise des dettes souveraines » tient au fait que, contrairement au Japon et aux États-Unis, les dettes publiques sont sous l'emprise des marchés financiers et que la Banque centrale européenne n'a pas joué le rôle de prêteur en dernière instance qui est normalement celui de toute Banque centrale. Derrière cette crise, c'est la conception de l'Union économique et monétaire (UEM) qui est en cause.

Il y a une politique monétaire commune, mais celle-ci s'applique à des pays qui sont dans des situations très différentes d'un point de vue économique et social. Le refus de tout processus d'harmonisation fiscale et sociale, de toute politique économique commune, en dehors de l'application mécanique des règles du pacte de stabilité, l'absence de mécanisme conséquent de solidarité européenne (avec un budget européen dérisoire plafonné à 1 % du PIB) ont fait de l'euro une monnaie inachevée. Instrument destiné uniquement à faciliter les échanges commerciaux et les transactions financières, l'euro souffre d'un déficit politique et social. À une Union bancaire correspond un euro incomplet. Monnaie unique d'États en concurrence les uns avec les autres, l'euro qui devait permettre la convergence des économies européennes, s'est révélé une machine à diverger, contrairement à ce qu'avaient prévu ses promoteurs.

Le projet d'avis ne semble pas non plus voir que le renforcement du contrôle démocratique de la zone euro qu'il appelle de ses vœux ne peut se résoudre simplement sur le plan institutionnel. Le "déficit démocratique" de l'Europe tient au fait que les traités et les directives qui en sont issues visent à écarter la souveraineté populaire, empêcher tout débat démocratique réel et exclure le plus possible l'intervention citoyenne dans la sphère économique. Les politiques économiques se réduisent à appliquer une série de normes sur lesquelles les peuples n'ont rien à dire, tout choix politique ayant disparu.

Enfin, il est assez curieux que le projet d'avis ne dise mot sur le risque de déflation que court aujourd'hui la zone euro, risque de déflation qui est le produit des politiques d'austérité actuellement menées. Le projet d'avis semble ignorer que les politiques budgétaires actuelles et la politique de compétitivité, dont il ne se démarque pas franchement, après avoir plongé l'Union européenne dans la récession, risquent aujourd'hui de déboucher sur la déflation.

Au-delà, le projet d'avis pêche aussi par certaines de ses propositions. Qu'apporterait par exemple une "assemblée de la zone euro" par rapport à l'actuel Parlement européen, si le contenu des traités n'est pas profondément modifié et si la BCE reste indépendante de tout contrôle démocratique ?

Enfin, le projet d'avis ne dit mot sur la stratégie à mettre en œuvre pour changer les choses en Europe. Certaines de ses propositions, comme par exemple la mise en place d'un "serpent fiscal et social", nécessite une modification des traités, ce qui suppose avoir l'unanimité des 28 États membres, hypothèse pour le moins improbable. En ne se posant pas la question du "comment", le projet d'avis risque d'apparaître purement incantatoire.

Compte tenu des réserves que je viens d'indiquer, au nom de l'Union syndicale Solidaires que je représente, je m'abstiendrai sur ce projet ».